

Unir nos forces pour gagner la souveraineté

Document de réflexion

Comité National d'ELA

Bilbao, le 20 octobre 2008

ELA
EUSKAL SINDIKATUA

Unir nos forces pour gagner la souveraineté

COMITÉ NATIONAL D'ELA

| | |
|---|-----------|
| 1. Les antécédents | 3 |
| 2. La déclaration de Lizarra-Garazi et la période qui s'ensuit | 4 |
| <i>Son contenu et sa signification</i> | <i>4</i> |
| <i>Succès et réalisations</i> | <i>5</i> |
| <i>Réponse de l'Etat</i> | <i>5</i> |
| <i>Erreurs et difficultés</i> | <i>6</i> |
| 3. Les années suivantes | 7 |
| <i>Le pacte antiterroriste</i> | <i>7</i> |
| <i>Crise du concept de transversalité</i> | <i>8</i> |
| <i>Un bilan des deux stratégies abertzales dominantes en Hegoalde</i> | <i>9</i> |
| <i>Polarisation autour du droit à décider: réussites et erreurs</i> | <i>11</i> |
| 4. Lizarra-Garazi n'a pas d'alternative | 13 |
| 5. Notre position | 14 |
| Notas | 16 |

1. Le Comité National de ELA veut actualiser sa réflexion à l'occasion du dixième anniversaire d'un évènement fondamental de notre histoire politique récente, la déclaration de Lizarragarazi. Il veut faire mémoire du contexte et des conditions qui l'ont rendue possible; récupérer son contenu explicite et implicite; revenir les réussites et les erreurs de sa gestion et actualiser tout ce qui est encore valide, dix ans plus tard.

1.

Les antécédents

2. Pour comprendre le contexte et les conditions politiques et sociales qui ont rendu possible la déclaration, il faut remonter à l'année 1997, pendant laquelle a eu lieu une succession d'évènements de grande portée politique.
3. La Table de l'Ajuria Enea touche à sa fin et sa gestion réelle n'a servi qu'à la polarisation sociale («démocrates-violents») et à la marginalisation croissante du MLNV. L'expérience de collaboration initiée quelques années auparavant entre ELA et LAB contribue à l'usure de cette référence politique. Ce parcours se fait dans un contexte complexe, mais où d'autres références critiques, appelées le «troisième espace», alimentent une pensée favorable à la distension, au dialogue et à la négociation politique (Elkarri, secteurs de l'église ainsi que quelques journalistes de poids, des professeurs d'université...). L'émergence d'un espace social ample favorable au dialogue, très actif et très ouvert, a été très importante pour notre décision de collaboration avec LAB à ces moments-là.
4. L'assassinat de Miguel-Angel Blanco en juillet 1997 provoque une catharsis sociale d'envergure qui frappe le nationalisme basque de plein fouet. La société basque oppose un non catégorique à la ligne dominante du MLNV (socialisation de la souffrance, kale borroka, lutte armée, contre-manifestations...). Le PP, arrivé un an auparavant au pouvoir, profite de la situation pour promouvoir une offensive judiciaire sans précédent contre la gauche abertzale, qui a pour vocation de s'élargir en une attaque sociale et politique contre le nationalisme dans son ensemble. L'inculpation et l'incarcération ultérieures, en décembre 1997, du Bureau National d'Herri Batasuna ainsi que la fermeture du quotidien EGIN en juillet 1998 constituent les points forts de cette offensive qui amorce une dérive sans retour du système judiciaire espagnol minant les principes de garanties démocratiques et de séparation des pouvoirs. Le pacte anti-terroriste de décembre 2000 (PP-PSOE) légitimera cette dérive anti-démocratique et répressive.
5. L'acte d'ELA à Gernika en octobre 1997 secoue la scène politique basque. Ce ne fut pas un acte nouveau du point de vue de ses contenus (mis à part le fait le fait d'enterrer définitivement et officiellement la voie autonome) mais constitua par contre un acte conjoncturellement opportun et nécessaire. Dans ce contexte de convulsion sociale et de criminalisation du nationalisme, c'était le premier acte public à caractère pluriel, auquel prenait part tout l'abertzalisme depuis le début de la transition. La présence d'une multitude d'acteurs politiques, syndicalistes et sociaux illustre ce fait.

6. Gernika a trois messages: «le statut d'autonomie est mort», «l'ETA est de trop et gêne» et «ceux qui pensons que la souveraineté repose sur les citoyens et citoyennes basques devons unir nos forces»¹ et c'est un appel au nationalisme basque dans son ensemble à travailler en terme de construction nationale «chacun à son rythme et selon son caractère».
7. En décembre, l'assassinat de José Luís Caso provoque l'annulation d'une convocation syndicale de grève et de manifestation contre l'incarcération de la direction d'Herri Batasuna. ETA attribua au manque de maturité d'ELA cette annulation mais l'attentat démontrait bien le peu de considération pour l'implication civile que peut manifester une organisation armée. En janvier, le PP et le PSOE enterrent le pacte d'Ajuria-Enea avec leur refus de prendre en compte le Plan Ardanza. Elkarri propose une relecture de la disposition additionnelle de la constitution et met en marche le Forum d'Irlande, comme un cadre de réflexion politique, sociale et syndicale... alors que les conversations entre jeltzales et MLNV commencent avec discrétion. Le PSOE abandonnera en mai le gouvernement tripartite (après 12 ans) suite à l'approbation de la loi sur le sport, et après que le PNV et EA aient refusé de prêter serment à la constitution espagnole au parlement basque. C'était là la préparation de la prochaine confrontation électorale pour les élections autonomiques d'octobre 1998...
8. CiU, le BNG et le PNV signent la déclaration de Barcelone à faveur d'une organisation fédérale de l'Etat. Et on vit quelques gestes et propositions pour la distension et contre la dispersion des prisonniers et prisonnières, également dans la sphère institutionnelle. L'accord du Vendredi Saint en Irlande, qu'il soit ou non un modèle exportable, offrait des références et des leçons intéressantes pour lancer un processus de même nature en Euskal Herria. Qu'ETA «adapte» son Alternative Démocratique de 1995 au nouvel engagement souverainiste était la condition sine qua non pour avancer.

2.

La déclaration de Lizarra-Garazi et la période qui s'ensuit

Son contenu et sa signification

9. La déclaration de Lizarra-Garazi du 12 septembre 1998, souscrite par les forces favorables au droit à l'autodétermination, reconnaît l'existence d'un conflit historique de nature politique entre Euskal Herria et les Etats espagnol et français. Ses signataires s'engagent à travailler pour la paix. Ils misent sur le dialogue et la négociation sans exclusive pour l'obtenir. Ils situent la clé de la résolution du conflit dans l'engagement de tous les signataires à respecter la volonté du peuple basque exprimée de manière démocratique et pacifique.
10. En définitive, Lizarra-Garazi reflète une méthode de résolution du conflit (approfondissement démocratique et ratification populaire) sans fixer une scène finale concrète : «Euskal Herriak du hitza eta erabakia». La déclaration était suivie quelques jours après une trêve «indéfinie et sans conditions» d'ETA, le pas le plus important et d'ailleurs indispensable pour ouvrir une nouvelle étape autour de ces principes-là. De cette manière s'établissaient les conditions

favorables au déclenchement des processus de dialogue que cette déclaration se proposait d'ouvrir.

11. La déclaration, avec la trêve, introduit une étape d'illusion et d'espérance pour la société basque. Pour le monde abertzale le fait que les familles politiques qui ont commencé la transition divisées débutent un parcours ensemble est particulièrement lourd de sens, tout comme le fait que pendant presque un an et demi la violence et ses conséquences ne soient pas l'axe central autour duquel allait tourner la politique basque.

Succès et réalisations

12. Lizarra-Garazi a eu ses succès et ses réalisations concrets. Dans chaque quartier, dans chaque village, se mettent en marche les Lizarra-Txikiak, lieux de rencontre des forces signataires de la déclaration dans les sphères locales, véritables lieux d'apprentissage, de participation et de militantisme politique. En février 1999 est constituée Udalbiltza, dont la seconde assemblée se célébrera en septembre avec la présence de plus de 1700 maires et conseillers municipaux des sept provinces, comme institution nationale à caractère municipal. Les cinq meetings simultanés dans les stades basques en faveur de l'Euskara seront un exemple de ce qu'un processus de cette nature peut permettre.
13. S'ouvre alors une période particulièrement active pour la distension et notamment en faveur des droits des prisonniers et prisonnières basques, tant dans la sphère populaire (Batera) que dans la sphère institutionnelle. Les initiatives politiques auront également leur équivalent dans le monde du travail avec l'initiative syndicale «Presoak lankide». En janvier 1999, une manifestation a lieu à Bilbao pour la défense des droits des prisonniers et prisonnières.
14. Il faut signaler qu'en Iparralde cette période a été une des plus favorables à la mobilisation sociale abertzale de toute son histoire, tant dans le domaine antirépressif qu'en faveur d'une institution spécifique au Pays Basque Nord et de l'officialisation de l'euskara.

Réponse de l'Etat

15. Le Gouvernement Aznar (avec Mayor Oreja au Ministère de l'Intérieur) décide de boycotter, sauf au tout début, ce qui était une grande opportunité pour un processus de paix: il nie la nature politique du conflit ainsi que la légitimité démocratique de ceux qui remettent en question le bloc constitutionnel, il rend le nationalisme responsable de la violence et harcèle judiciairement, politiquement et policièrement toute dissidence. A côté de cela, les sociétés basques et espagnoles sont bombardées de manière irresponsable des messages de division et de polarisation. Il est évident qu'un processus d'accumulation de forces autodéterministe construit en termes civil et démocratique constitue l'hypothèse politique la plus difficile à gérer pour l'Etat. La réaction du gouvernement de Miguel Sanz est similaire, et il promeut une déclaration parlementaire dès les premiers jours d'octobre contre la déclaration de Lizarra-Garazi.

Erreurs et difficultés

16. Lizarra-Garazi a connu des difficultés et commis des erreurs. Le seul fait de développer des processus de collaboration entre forces (avec leurs dirigeants et leurs bases militantes bien concrètes) restées aussi longtemps en situation d'affrontement était une difficulté de départ. Le degré de volontarisme n'était pas non plus négligeable dans ce processus: les signataires étaient conscients du niveau d'engagement assumé; la situation exigeait des changements de stratégie pour les différents acteurs du processus et le parcours devait être étayé par des gages de confiance qui s'ils tardaient à venir le rendraient plus difficile. En finir avec le binôme démocrates-violents d'Ajuria-Enea constituait déjà un acquis mais ce n'était pas facile de dessiner le nouveau panorama. Et, comme l'a dit ELA, le processus n'a pas pu s'appuyer sur la participation active de ces institutions gérées par des majorités abertzales, qui auraient pu impulser des initiatives encore plus ambitieuses en faveur de la distension et de la construction nationale.
17. Dans un contexte de trêve, on ne peut pas oublier le rôle de la kale borroka qui, outre les préjudices matériels et humains qu'elle a provoqués, a contribué d'une manière décisive à renforcer les arguments des ennemis de Lizarra-Garazi.
18. L'erreur fondamentale résidait sans doute dans le fait qu'une fois défini l'objectif d'autodétermination comme élément clef du processus, personne n'élabora un plan de travail précis. La définition et la réalisation progressive de ce plan étaient la condition sine qua non pour pouvoir élever le rapport de forces basque qui puisse permettre aux vœux et aux décisions d'Euskal Herria de l'emporter sur les résistances des Etats. A l'époque, tout comme aujourd'hui, ni l'Etat français ni l'Etat espagnol (à différence du Canada ou de la Grande Bretagne, par exemple) n'étaient prêt à accepter une issue démocratique au conflit. C'est pourquoi, sans plan de travail, tout calendrier ou formulation de changement de cadre, restait quelque chose de purement volontariste. Face à l'absence d'un tel plan, les organisations sociales présentes (et parmi elles, ELA) auraient peut-être dû insister davantage par rapport aux principaux artisans de l'accord.
19. Par ailleurs, force est de constater que les centrales syndicales abertzale n'avons pas été capables non plus de développer un agenda autonome et commun pendant cette période alors que pendant les années précédentes, la sphère syndicale était une de celles dans lesquelles on avait le plus avancé et était de ce fait en mesure de contribuer à la socialisation d'un processus de souveraineté. En 1999, nous avons réalisé avec succès une campagne sur l'emploi -pour les 35 heures et le salaire social- qui s'acheva par une grande grève générale en mai. Mais cette période même de distension et d'accumulation de forces souverainistes n'a pas été propice à un approfondissement des éléments qui pouvaient donner un caractère stratégique et permanent à l'unité syndicale abertzale et d'autres logiques plus concurrentielles gagnèrent par contre du terrain. Le fait que pendant cette période le gouvernement de la Communauté Autonome du Pays Basque jouisse de l'appui parlementaire -pour le vote du budget- de l'autre grande famille politique abertzale sans que cet appui soit conditionné à une

rectification de son orientation clairement néolibérale- ne permettait pas, au niveau social, que se dessine un panorama prometteur pour les forces syndicales.

20. En outre, en Hegoalde on ne prenait pas conscience à quel point la déclaration de Lizarra-Garazi introduisait des références politiques nouvelles en Iparralde (sur la territorialité, les alliances...) qui se convertissaient peu à peu dans un intense travail de socialisation. Ce travail commençait à prendre forme et à porter ses fruits (notamment autour de la matérialisation d'Udalbiltza) précisément au moment où la période ouverte par Lizarra-Garazi touchait à sa fin.
21. ELA trouve excessif le sentiment d'urgence et le niveau d'exigence des concrétisations que certains ont manifestés dans l'antichambre de la rupture. La vision des réalités, les rythmes et le sens d'un processus social ne coïncident pas avec la vision et les urgences d'une organisation armée. Il est nécessaire de respecter la nature des processus ouverts dans une société dont on dit précisément respecter la parole et la décision. La fin de l'activité armée ne devait pas, pour cette raison, être soumise à l'acceptation de la part des forces politiques et sociales d'engagements et délais déterminés qu'elles étaient les seules à devoir définir et développer dans le temps.²
22. La rupture de la trêve de la part d'ETA vient finalement dynamiter ce qui, malgré tous ses limites, a été la période politique la plus porteuse d'espoirs, socialement active et plurielle pour l'abertzalisme dans son ensemble et sur la totalité du territoire depuis la transition politique dans l'Etat espagnol. Le retour aux armes, outre qu'il est condamnable, a été contraire - comme l'est aujourd'hui sa persistance - aux intérêts nationaux du peuple basque et incompatible avec les dynamiques sociales et politiques que les acteurs de Lizarra-Garazi avaient mis et voulaient mettre en marche. ELA croit qu'une organisation armée- qui ne répond pas de ses actes et ne soumet sa légitimité devant aucune base sociale - ne peut pas s'ériger en juge des engagements nationaux et de la dynamique politique de la société organisée.

3.

Les années suivantes

23. Cette réflexion ne prétend pas faire une analyse détaillée de ce qui s'est passé durant les années postérieures à Lizarra-Garazi, mais entend souligner quelques éléments qui peuvent nous aider à cerner ce qu'il y a eu de meilleur et de plus pertinent aujourd'hui lors de cette période tellement importante à nos yeux.

Le pacte antiterroriste

24. Au niveau de l'Etat, les années postérieures à Lizarra-Garazi furent celles de l'application implacable du pacte anti-terroriste ourdi par le PSOE et adopté et exécuté par le PP. C'est une politique qui se verra renforcée internationalement après les attentats du 11 septembre 2001, par les politiques sécuritaires globales. L'objectif de ce pacte, entre autres, était de capitaliser politiquement l'activité violente de l'ETA afin de réprimer l'indépendantisme et de la capi-

taliser idéologiquement pour criminaliser l'ensemble du nationalisme. De cette manière, paix et démocratie étaient identifiées à l'unité de l'Espagne et au système constitutionnel et en même temps étaient condamnés ce qu'ils appelaient les «excès décentralisateurs» des 25 années d'auto-gouvernement. Avec le PP, la recherche de la paix disparaît de l'agenda politique et l'on passe de la possibilité de défendre tout projet à la criminalisation des idéologies et à l'illégalisation de forces politiques. Les reculs en matière de libertés, de garanties démocratiques et de droits de l'homme sont évidents comme le signalent des organisations prestigieuses ainsi que certaines institutions internationales: répression indiscriminée, judiciarisation de la politique, coup porté à la séparation de pouvoirs, production législative impropre à un Etat de droit, politique pénitentiaire inhumaine...

25. Nous avons produit de nombreuses analyses sur ce Pacte au cours des dernières années³. Dans le cadre de cette réflexion cependant, nous tenons à signaler que cet accord a aussi été, sous le prétexte de l'anti-terrorisme, la réponse opposée par l'Etat à toute possibilité de collaboration entre forces abertzales, similaire à celle qu'on put visualiser à la suite de la déclaration de Lizarra-Garazi: le pacte qui est encore en vigueur dans ses éléments centraux, est une contre-dynamique sociale dont l'objectif fondamental est précisément de contrer l'accumulation des forces basque en faveur de la souveraineté, de briser les ponts et les axes de collaboration entre forces autodéterminationnistes et de décourager les personnes qui travaillent à la construction nationale dans les différents domaines.

Crise du concept de transversalité

26. Les principales stratégies dessinées par les deux grandes références nationalistes d'Hegoalde au cours des années suivant le processus de Lizarra-Garazi ont eu un point commun: essayer de chercher, chacune de son côté, un accord avec l'Etat ou au moins avec un de ses deux principaux partis politiques pour trouver une issue au conflit.
27. Comme nous l'avons dit à plus d'une occasion⁴, c'était là pour ELA une hypothèse politique pour le moins déconcertante parce que si une chose fut bien claire dans la période 1998-2000 puis se trouva entièrement confirmée à partir du pacte anti-terroriste de décembre 2000 au niveau espagnol, c'est bien l'absence absolue de volonté des Etats de trouver une issue démocratique au conflit. Cette attitude est partagée par tous les appareils et les différents pouvoirs de l'Etat espagnol, ainsi que la plupart de ses acteurs politiques et syndicaux d'implantation Etatique. Ce qui s'est passé avec l'Estatut catalan, avec le projet de nouveau Statut pour Euskadi ou avec la gestion de l'auto-gouvernement basque ne laisse aucun doute: le parti socialiste, et le PP bien évidemment, ne sont pas en mesure d'aborder démocratiquement la question basque. La dérive répressive, antidémocratique et uniformisatrice des gouvernements espagnols qui se sont succédés jusqu'à maintenant n'a fait que nous aider à considérer définitif notre diagnostic sur la position des forces constitutionnalistes.
28. Cette hypothèse politique de recherche de consensus avec l'Etat que l'on a voulu définir sous le concept de «transversalité» sous-tend en outre l'acceptation que Lizarra-Garazi a été excluant. ELA croit, au contraire, que Lizarra-Garazi a situé la question de la transversalité à

sa bonne place: le respect des décisions des citoyens du Pays Basque est la seule manière de permettre la réalisation de tout projet quel qu'il soit. Assumer sans critique le concept de transversalité imposé par l'espagnolisme suppose une auto-limitation, un recul unilatéral du mouvement abertzale, mouvement dont l'ambition est de faire d'Euskal Herria un peuple qui ait sa place entière dans le concert international des nations.

29. Par ailleurs, ça ne fait pas de mal, de rappeler un fait récurrent tout au long de l'histoire politique récente: les forces Etatiques parlent de transversalité partout où elles sont en minorité et veulent exercer un droit de véto sur le changement politique. Elles n'ont jamais recours à ce principe là où elles sont majoritaires, comme par exemple en Navarre ou au niveau de l'Etat espagnol.
30. Une telle réflexion est particulièrement pertinente au moment d'analyser la situation politique en Navarre. Le mouvement abertzale doit considérer définitif le fait qu'il n'est pas possible d'envisager une révision par le parti socialiste du système constitutionnel en Navarre, ni même de constituer avec lui une alternative à l'actuel pouvoir dans la Communauté Forale. Les évènements ont suffisamment, et de manière répétée, démontré que la «Raison d'Etat» prendra toujours le pas sur les tentatives de collaboration basée sur des valeurs progressistes.
31. La véritable transversalité devrait consister en ce que chaque projet au travers d'une saine compétition démocratique, puisse lutter pour conquérir la base électorale de l'autre camp sans avoir à renoncer à son propre projet pour pouvoir être au plus toléré par l'autre partie.
32. Autrement dit, à Lizarra-Garazi, même si des erreurs importantes furent commises, aucun pacte excluant n'a été conclu; le problème n'était pas, comme certains l'on dit, qu'un des deux grands partis espagnols était absent. La déclaration était une invitation au dialogue et à la négociation basée sur le respect scrupuleux de tous les projets politiques, y compris celui de l'Espagne Unie, mais refusant le principe de l'acceptation par tous de l'unité et de l'unicité nationale imposée par la constitution espagnole. Lizarra-Garazi réunissait les seuls qu'elle pouvait réunir: ceux qui défendent le droit à l'autodétermination et une issue démocratique au conflit basque.

Un bilan des deux stratégies abertzales dominantes en Hegoalde

33. La proposition d'Anoeta supposait un progrès important dans la formulation d'une hypothèse de résolution présentée historiquement par le MLNV et ELA l'apprécia comme telle en son jour. Dans ce cadre là, la trêve d'ETA en 2006 permit le démarrage de conversations plus ou moins publiques avec des représentants du PSOE et du gouvernement espagnol.
34. Nous croyons cependant que la prétention du MLNV était encore de résoudre simultanément la question du conflit armé et du conflit politique, en confondant ou en mélangeant d'une manière intéressée les objectifs conférés aux deux tables de négociation. Nous croyons que ces deux débats supposent des rythmes et des acteurs différents. Il s'agit d'une erreur que l'on traîne depuis Alger. Nous ne voulons pas dire par là que nous relativisons l'importance d'un accord de paix, des difficultés qu'un tel accord implique ou de son éventuelle caracté-

sation politique. Quoiqu'il en soit, la fin du cycle de la lutte armée est d'une urgence et priorité absolue.

35. La décision d'ETA de reprendre les armes après l'échec du processus de conversations était une erreur grossière. Elle ouvre une nouvelle étape de souffrances dont notre peuple a déclaré vouloir connaître la fin définitive; elle constitue une attaque contre les principes et les valeurs qui devraient régir la vie en commun et stérilise en grande partie l'engagement militant, civil et démocratique de milliers de personnes qui travaillent chaque jour pour la liberté d'Euskal Herria.
36. D'un autre côté, en 2003, le Lehendakari formula un ultimatum à l'Etat et le menaça de procéder au développement unilatéralement des compétences non transférées et de leur prise en charge ultérieure sur le compte du Cupo, mais il ne tint pas cet engagement. Il annonça également en décembre 2004, là encore sans la réaliser, une consultation sur la Proposition de nouveau Statut Politique approuvée par le Parlement basque si elle devait être rejetée par les Cortes espagnoles, ce qui fut effectivement le cas. Ces initiatives ont certainement constitué, de même que la «feuille de route» postérieure du gouvernement tripartite, un défi réel à l'Etat, dont nous avons évalué positivement le fait qu'elles étaient lancées depuis un parlement et qu'elles avaient abordé d'une certaine manière le débat sur le droit à décider. Mais le dénouement de ces trois initiatives a été on ne peut plus frustrant.
37. Pour revenir sur les événements les plus récents, nous avons souligné les profondes incohérences de la «feuille de route» telles que le fait d'avoir attendu toute la législature pour vérifier une position négative de l'état suffisamment claire sans cela; d'avoir abordé cette question sans résoudre au préalable au sein de la principale force politique à la base de cette initiative, le débat entre souverainisme et autonomisme; d'avoir oublié la nécessité de réaliser au préalable une accumulation des forces sociales et politiques. Que le cheminement de cette initiative n'ait été qu'institutionnel est également une des limites importantes d'un tel scénario. Nous croyons en outre qu'une référence tellement importante pour le monde abertzale a ainsi été gérée de manière irresponsable, la discréditant inutilement. De même, ce gouvernement, non seulement n'a pas seulement défendu fermement l'actuel niveau d'autogouvernement mais en outre, dans des matières aussi importantes que la formation continue, a glissé précisément sur la pente contraire, en permettant la mise en place du modèle Etatique tel que le réclamaient les organisations syndicales de l'Etat, opposées à un cadre basque de relations professionnelles, très minoritaires dans la Communauté autonome basque, mais très utiles pour soutenir dans le même temps son programme néo-libéral. En outre, nous voulons rappeler, d'une perspective syndicale, qu'il nous paraît aussi important de ne pas céder en tension dans la défense des niveaux de compétences que d'expliquer pourquoi nous voulons et avons besoin de ces moyens là.
38. Par ailleurs, face à la réponse plus que prévisible du tribunal Constitutionnel à la Loi pour la Consultation, il est décevant que le gouvernement tripartite et le parlement de Gasteiz n'aient préparé aucun plan B au-delà du très rhétorique «on va déposer un recours auprès de l'Europe».

39. Ainsi, ce qu'on nous propose est une campagne de recueil de signatures pour, en premier lieu, demander aux partis politiques qu'ils «maintiennent dans leurs programmes et projets l'aspiration à une pleine capacité de décision de la citoyenneté basque comme si le principe de souveraineté courait le péril de disparaître. Par ailleurs, le signataire adhère ainsi «à toutes les initiatives et demandes déployées par les partis politiques en défense de la consultation populaire auprès des forums européens et internationaux». Par conséquent, ce ne sont pas les partis qui adoptent un engagement ferme de défense de la loi de consultation auprès d'instances déterminées (on ne parle plus de tribunaux) mais les signataires qui s'engagent à appuyer des initiatives futures que ces partis pourraient ou non impulser. Une telle manière de poser les choses ne peut être que suspecte de fortes visées électoralistes.

Polarisation autour du droit à décider: réussites et erreurs

40. Dans toute cette période, on peut signaler positivement la place centrale qu'a occupé le droit à l'autodétermination, dans différents discours et propositions. Le droit à décider a effectivement caractérisé les propositions des deux grandes familles abertzale pendant ces huit années (cadre démocratique - Anoeta d'une part et nouveau statut politique-loi de consultation d'autre part).
41. Evidemment, ce droit est un élément fondamental de l'univers politique abertzale car c'est le mécanisme démocratique des peuples pour répondre à leurs défis majeurs concernant tant leur organisation interne que les relations qu'ils veulent établir avec d'autres peuples. En ce sens, le débat politique basque a connu un progrès important pendant cette décennie eu égard aux précédentes, en donnant une centralité certaine à la question de la souveraineté au sein de toutes les familles politiques. C'était d'autant plus nécessaire au vu de la crise de la voie du statut d'Autonomie et de l'absence d'institutionnalisation dans nos provinces sous administration française.
42. Malgré tout, ELA constate que le débat et les propositions faites autour du droit à décider l'ont malheureusement été en abandonnant des domaines de travail indissociables et véritables ingrédients de la construction nationale qui, même s'ils n'étaient pas explicites dans la Déclaration, ont constitué un composant essentiel des initiatives concrètes que Lizarra-Garazi a permis d'impulser.
43. Nous faisons référence à des questions aussi élémentaires et nécessaires -et qui le sont toujours- que l'activation sociale (mobilisations), la participation politique populaire et le militantisme (Lizarra-Txikiak), le débat sur les droits linguistiques, sur la promotion et sur ce que nous voulons que joue comme rôle l'Euskara dans le processus national, l'action municipale et la dimension territoriale (Udalbiltza), l'axe de lutte démocratique et anti-répressive, l'aspiration à la paix et au plein respect des droits humains. Cette période fût également très riche sur le plan du débat social et syndical, bien qu'en dehors du domaine strict de Lizarra-Garazi, et connu grâce au syndicalisme abertzale une dynamique importante autour des valeurs de solidarité et de justice qui devraient compter dans tout processus national en tant qu'apports spécifiques et propres au mouvement syndical (salaire social, 35 heures...).

44. Il est très significatif également que même des instances institutionnelles gouvernées par des forces qui se disent favorables au droit de décider se signalent en gênant et même en empêchant la participation directe de la citoyenneté, à travers de consultations, et de la société organisée dans les débats et les décisions sur une multitude de questions qui les concernent (TGV, ILP, fiscalité...). Une telle attitude est révélatrice de la position réelle de certains acteurs politiques mais contribue aussi à la banalisation et au discrédit public du principe politique qu'ils prétendent défendre.
45. La polarisation des «grandes» propositions politiques autour du droit à décider s'est faite en laissant de côté d'autres références, valeurs, contenus qui sont pourtant une partie indissociable du processus que l'on dit vouloir mettre en marche (Euskara, action municipale, Zazpiak Bat, territorialité, participation sociale, modèle de société, engagement militant...). Nous ne disons pas que toutes les phases tactiques en faveur d'objectifs nationaux doivent ou peuvent incorporer la totalité des valeurs et des luttes souhaitables. Mais nous pouvons dire, avec une certaine rigueur nous semble-t-il, que les ingrédients de la conscience nationale ne peuvent pas s'épanouir séparément sans un bouillon de culture sociale et politique beaucoup plus large de références qui l'enrichissent.
46. Plus encore, nous croyons que la polarisation autour d'un seul élément, rajouté au manque d'union, à l'absence de recherche d'alliés autour d'objectifs communs peut nous amener à commettre des erreurs telles que:
47. Penser qu'une fois arrachée la souveraineté, le reste des valeurs et ingrédients de la conscience nationale (Euskara, intégration territoriale...) en découleront automatiquement. Penser même que l'on peut atteindre la souveraineté sans ces éléments.
 - a. Penser que d'autres dynamiques impulsées par des secteurs syndicaux, culturels, etc. sont des questions sectorielles et par conséquent secondaires, toujours subordonnées à l'objectif «supérieur», en méprisant ainsi les apports fondamentaux que la société basque organisée n'a jamais cessé d'amener.
 - b. Ignorer ou mépriser les différentes réalités territoriales qui imposent des axes de travail spécifiques, une donnée qui semble oubliée, notamment par les institutions.
 - c. L'instrumentalisation de l'objectif stratégique et commun de l'autodétermination comme un élément de la compétition entre les partis banalise et confère un caractère virtuel à cet objectif, favorisant ainsi sa délégitimisation sociale.
 - d. ELA pense qu'il faut revenir là où Lizarra-Garazi en est resté: à la définition d'éléments communs à la totalité des forces autodéterminationnistes, à la concrétisation des ingrédients minimums et partagés pour promouvoir un processus souverainiste.

4.

Lizarra-Garazi n'a pas d'alternative

48. ELA ne peut ignorer le contexte complexe et douloureux tant pour le mouvement abertzale que pour l'ensemble de la société basque dans lequel nous faisons cette réflexion. Une partie de la société est exclue d'une vie politique normalisée; les menaces y compris de mort, et l'extorsion pèsent sur beaucoup de citoyens et citoyennes; des milliers de personnes sont privées de liberté et d'autres droits fondamentaux; beaucoup sont exilés du fait de la répression ou des pratiques d'extorsion ; les Etats ont altéré aux plus hauts points les garanties démocratiques au bénéfice de leurs propres intérêts et de l'élimination de la dissidence ; les propositions politiques du monde abertzale ne se font pas sur des bases cherchant l'accumulation de forces, la collaboration... La fatigue causée par ces années sape la société et démoralise beaucoup de personnes qui pourraient autrement donner le meilleur d'elles mêmes dans des dynamiques militantes.
49. Pour autant, il y a encore parmi nous des milliers de personnes qui continuent à travailler courageusement à la recherche d'un scénario de paix, de progrès et de liberté pour Euskal Herria. Malgré toutes les difficultés, ELA croit que chez elles toutes, ont mûri avec le temps les critères fondamentaux qui doivent inspirer et caractériser un engagement collectif, unitaire, en faveur de cet avenir national. Des critères et des principes qui concernent le caractère civil, populaire et participatif, démocratique, pacifique, territorialement intégral... d'un processus de construction nationale en faveur de la souveraineté.
50. Les forces abertzale de la société organisée ne pouvons pas décevoir l'espérance de tant de gens et devons réaliser «un effort sérieux pour enrichir et approfondir les différentes formes de vivre notre identité collective et pour associer les différents secteurs de la société basque à la tâche commune de construction de l'avenir de notre peuple ». Pour ce faire il faut recréer une culture dans laquelle «se dessinent clairement des références communes et des objectifs nationaux partagés, et même dialectiquement partagés»⁵. Il nous faut dépasser la situation actuelle de blocage et de découragement en ayant une vision de pays.
51. ELA croit que le renoncement définitif à la lutte armée de la part de l'ETA est un apport préalable et indispensable, quoique insuffisant, pour créer les conditions subjectives et objectives dont le mouvement abertzale a besoin pour définir un pacte de contenus et un processus autour d'objectifs nationaux communs. La lutte armée doit cesser d'être, comme nous le disions plus haut, un élément pouvant conditionner «la vision de la réalité, des rythmes et du sens du processus» que veut enclencher le mouvement abertzale civil.
52. En ce qui concerne ce pacte et ce processus, ELA pense que doivent y prendre part les organisations qui le souhaitent, qui sont prêtes à le faire et que la participation des uns ne doit pas être conditionnée à l'engagement des autres. L'horizon est l'accumulation des forces de la totalité du mouvement abertzale et l'implication dans ce processus des institutions que certaines de ses forces pourront gérer dans l'avenir. Cet horizon du «nouveau Lizarra-Garazi» n'a pas d'alternative même si sur sa ligne de départ figureront seulement ceux qui veulent et peu-

vent travailler dès demain autour d'un accord de minimas. Pour être efficaces et faire leur chemin, le pacte et le processus doivent définir les tâches communes et compatibles avec les priorités de chacune des organisations engagées.

53. Ce qui est fondamental, c'est que l'orientation commune, l'objectif stratégique, aillent dans un même sens, comme résultante d'une dialectique qui ait la force et le dynamisme suffisants pour élargir peu à peu sa base politique et sociale. ELA entend se situer dans le noyau le plus déterminé à travailler pour que ce processus souverainiste ait le plus long parcours possible.
54. Dans tous les cas, il faut souligner que le processus souverainiste suppose de l'engagement, du travail pluriel, du travail partagé, qu'il suppose de franchir des étapes avec des approches successives, en corrigeant et en complétant les axes de travail et en profitant des opportunités qui se présenteront. Il y a une base sociale suffisante et beaucoup d'expérience accumulée; il y a une militance nombreuse et le mouvement abertzale peut défendre et lutter pour nos aspirations nationales et politiques en toute légitimité. ELA pense que rendre tout son protagonisme à la société est une condition fondamentale pour le succès d'un processus souverainiste. Pour affirmer ce protagonisme social, nous voyons deux dimensions fondamentales: d'un côté la lutte pour un modèle de société plus juste et plus solidaire pour la majorité de la société et de l'autre, l'implication active des gens autour d'objectifs nationaux. En ce sens, quand nous disons qu'on retrouvera dans le futur processus souverainiste «ceux qui le désirent et ceux qui y sont prêts», l'essentiel, pour nous, ne sera pas tant le respect d'engagements éventuels pris sur la base d'une conception élitiste de la politique que l'articulation de processus sociaux dans lesquels l'adhésion populaire sera un objectif prioritaire, sine qua non, pour l'obtention de la souveraineté.
55. Dans le cadre de cette réflexion politique que le Conseil National réalise au siège d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara à Ainhize-Mongelos, ELA entend souligner le caractère exemplaire, pour un processus souverainiste, de cette initiative cohérente avec l'esprit et la logique de Lizarra-Garazi. Il s'agit d'une initiative qui répond à une demande sociale clairement ressentie; utile à ses partenaires, avec une vocation territoriale, assumée par la totalité du mouvement abertzale, qui combine professionnalisme et rigueur avec militantisme et soutien populaire, qui rassemble les gens au delà de leur idéologie et de leur credo national... Il n'est pas étonnant que ces atouts et potentialités ne soient pas passées inaperçues aux yeux de l'Etat français et cela explique les processus judiciaires et les pratiques de boycotts que subit actuellement EHLG.

5. Notre position

56. Pour affronter l'avenir, l'éventuel accord des forces politique et sociales doit résoudre quelques questions posées par le précédent de Lizarra-Garazi. Une de ces questions fait référence au rôle que peuvent et doivent jouer chacune des forces, parties prenantes de l'ac-

cord. À l'époque, ce sont les deux familles politiques majoritaires qui ont géré l'accord, plaçant le reste des organisations dans un rôle de soutien ou d'accompagnement.

57. Le modèle social et syndical n'a eu aucune présence dans l'accord de 1998 et peut être qu'il ne pouvait en être autrement. Mais ELA, dans une nouvelle phase, ne se limitera pas à cette position d'accompagnement et se fixera les priorités sociales et syndicales qu'il considère comme fondamentales pour consolider le processus souverainiste et l'aider à agrandir sa base sociale.
58. ELA pense pour cela que sa lutte de défense du monde du travail et pour un modèle social juste et solidaire est son apport particulier et spécifique au processus souverainiste également. Construire une nation, c'est alimenter un projet collectif, intégrateur, solidaire... autant de valeurs contraires à la doctrine néolibérale qui inspire les politiques publiques et entrepreneuriales dominantes dans notre pays. Ces politiques causent de graves carences sociales dans des matières comme le logement, les services sociaux, la santé publique où l'éducation.
59. En outre, nous pensons qu'un processus souverainiste pourra difficilement recueillir l'adhésion sociale nécessaire au sein des classes populaires si leurs préoccupations professionnelles et sociales restent en marge de l'agenda des forces souverainistes ou si elles se sentent maltraitées par les institutions gouvernées par ces forces ou par certaines d'entre elles : néolibéralisme et souverainisme sont en ce sens incompatibles.
60. En tant qu'organisation syndicale abertzale nous avons trois objectifs stratégiques: améliorer les conditions de travail des gens en consacrant une place centrale à la négociation collective; défendre activement un modèle de société plus juste et contribuer à l'émancipation nationale. Trois objectifs qui caractérisent le profil de notre militance, qui constituent chacun une part d'un même engagement. Etre syndicaliste est notre façon d'être abertzale.
61. En Hego Euskal Herria nous devons approfondir encore la consolidation d'un syndicalisme revendicatif jouissant d'une représentation largement majoritaire dans la Communauté Autonome du Pays Basque. En Navarre, après avoir atteint une implantation considérable avec des perspectives de progression, notre défi est de gagner en référentialité à partir de l'action syndicale, pour nous constituer comme l'alternative au syndicalisme de complaisance. C'est sans aucun doute là notre plus grande responsabilité dans le travail national.
62. En Iparralde à travers la Fondation Manu Robles-Arangiz, nous avons déjà parcouru un bout de chemin qui a beaucoup de valeur à nos yeux. D'une part nous appuyons le travail des militant(e)s progressistes et abertzales par le travail de formation, l'appui à des projets de communication et par l'existence d'un centre inter-associatif. D'autres part, il y a notre engagement en faveur de Laborantza Ganbara, initiative illustrant parfaitement de ce que devrait être un nouveau Lizarra-Garazi, au moins aux yeux d'une organisation comme ELA.
63. Dans l'immédiat et tant que ne s'est pas mis en place un scénario de normalisation politique, ELA va continuer également à affirmer sa position active et spécifique contre la persistance d'ETA et de ses actions armées d'une part et contre les politiques anti-terroristes qui violent

les droits individuels et collectifs (liberté d'expression, prisonniers et prisonnières, participation politique...). Il est nécessaire et possible de dénoncer la voie armée et en même temps de se refuser radicalement à donner une couverture quelconque au pacte anti-terroriste qui a altéré l'Etat de droit sous la coupe de sa propre loi, en finissant avec la séparation des pouvoirs et les garanties en matière de libertés politiques et de droits fondamentaux. Il s'agit là d'un espace que nous aimerions ne pas occuper tous seuls comme c'est le cas aujourd'hui. ELA considère fondamental de ne pas se laisser piéger par une stratégie qui profite des actions d'ETA pour nous imposer un agenda étranger au nôtre comme par exemple le renoncement au changement politique.

64. ELA -conscient des contradictions actuelles- considère finalement que le mouvement syndical abertzale qui a contribué de manière si active à rendre possible le panorama ouvert par la déclaration de Lizarra-Garazi, devrait faire un effort exemplaire dans la même direction en rendant possible un syndicalisme revendicatif qui puisse associer le processus national aux aspirations de la classe travailleuse.

Notes

1. Discours de Jose Elorrieta. Gernika, 18 octobre 2008.
2. Motion du X Congrès confédéral d'ELA, 03.120.
3. Voir, en particulier, la Motion du XI Congrès de 2004.
4. Préparer la confrontation démocratique pour gagner la souveraineté, document de travail du Comité National du 12 septembre 2005. Travailler l'espace social et politique pour l'autodétermination, Résolution du Comité National du 11 juin 2007. Lizarratik Garazira, indarrak biltzeko bidea, interventions de l'acte de célébration du dixième anniversaire de l'acte de Gernika, du 10 octobre 2007.
5. Un avenir de progrès et de liberté, 7.1 et 7.2. Résolution du Comité National du 6 mars 1992.